

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 05241

Numéro SIREN : 423 068 303

Nom ou dénomination : PASTACORP

Ce dépôt a été enregistré le 26/07/2022 sous le numéro de dépôt 28818

BILAN AU 31 DECEMBRE

ACTIF	Exercice 2021 31/12/2021			Exercice 2020 31/12/2020
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
(En Euros)				
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets et droits similaires	7 974 702	4 042 745	3 931 957	3 896 324
Fonds commercial	168 238		168 238	168 238
Autres immobilisations			0	0
Immobilisations corporelles :				
Terrains	592 264		592 264	592 264
Constructions	4 787 830	3 853 270	934 560	978 835
Installations techniques, matériel & outillage industriels	48 880 718	28 419 390	20 461 327	21 876 374
Autres immobilisations	805 950	597 171	208 780	221 947
Immobilisations en cours	1 146 681		1 146 681	665 229
Avances et acomptes			0	0
Immobilisations financières (1) :				
Participations	2 740 099		2 740 099	2 740 099
Autres immobilisations financières	1 259 705		1 259 705	744 336
ACTIF IMMOBILISE	68 356 187	36 912 576	31 443 611	31 883 646
Stocks et en cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	2 476 289	44 673	2 431 615	2 688 566
En cours de production de biens	675 799		675 799	642 293
Produits intermédiaires et finis	3 159 169		3 159 169	4 402 306
Marchandises	156 969		156 969	58 455
Avances et acomptes versés sur commandes			0	0
Créances (2) :				
Clients et comptes rattachés	18 415 694	99 656	18 316 038	13 938 523
Autres créances	2 052 079		2 052 079	1 770 789
Disponibilités	52 196		52 196	19 748
ACTIF CIRCULANT	26 988 195	144 329	26 843 866	23 520 681
Charges constatées d'avance	395 229		395 229	254 252
Frais d'emprunt à étaler	13 330		13 330	35 962
Ecarts de conversion actif	690		690	747
TOTAL ACTIF	95 753 631	37 056 905	58 696 726	55 695 288
(1) Dont à moins d'un an			1 200 440	675 231
(2) Dont à plus d'un an				

Certifié conforme



2021 (avant répartition)

	Exercice 2021 31/12/2021	Exercice 2020 31/12/2020
PASSIF		
(En Euros)		
Capitaux propres :		
Capital	11 404 983	11 404 983
Réserve légale	169 805	120 927
Autres réserves		
Report à nouveau	928 683	(3 318 243)
Résultat de l'exercice	822 926	4 295 804
	13 326 397	12 503 471
Provisions pour risques et charges :		
Provisions pour risques	690	747
Provisions pour charges	306 432	407 887
	307 122	408 633
Avances conditionnées :	164 787	164 787
Dettes : (1)		
Emprunts auprès des établissements de crédit (2)	11 401 897	14 678 407
Emprunts et dettes financières divers (2)		727 778
Avances et acomptes sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 343 006	8 276 132
Dettes fiscales et sociales	2 482 883	3 866 575
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	477 189	362 414
Autres dettes	20 192 353	14 705 534
	44 897 328	42 616 840
Produits constatés d'avance		
Ecart de conversion passif	1 092	1 556
TOTAL PASSIF	58 696 726	55 695 288
(1) Dont à plus d'un an	2 244 000	5 068 000
Dont à moins d'un an	42 653 328	37 548 840
(2) Dont concours bancaires courants et soldes crédoeurs de banques et CCP	6 476 219	6 932 426

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	Exercice 2021 31/12/2021	Exercice 2020 31/12/2020
(En Euros)		
Produits d'exploitation (1) :		
Vente de marchandises	557 625	404 928
Production vendue (biens et services)	76 454 272	74 416 276
Montant du chiffre d'affaires	77 011 896	74 821 204
Production stockée	(1 212 321)	1 009 270
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	65 079	7 449
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges	409 120	253 376
Autres produits de gestion courante	06.28	75 034
Total 1	76 410 484	76 167 123
Charges d'exploitation (2) :		
Achats de marchandises	345 154	274 946
Variation stocks marchandises	(98 514)	(44 749)
Achats matières premières et autres approvisionnements	37 560 129	35 706 945
Variation stocks matières premières et autres approvisionnements	246 443	(1 036 393)
Autres achats et charges externes	22 457 498	21 495 261
Impôts, taxes et versements assimilés	805 387	1 333 394
Salaires et traitements	7 958 253	7 912 648
Charges sociales	3 142 436	3 174 170
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :		
. Sur immobilisations : dotations aux amortissements	2 520 936	2 232 181
. Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
. Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	44 573	51 948
. Pour risques et charges : dotations aux provisions	690	747
Autres charges	40 965	143 313
Total 2	75 033 050	71 244 411
RESULTAT D'EXPLOITATION : A = (1-2)	1 377 434	4 922 712
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont charges afférents à des exercices antérieurs		

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (suite)

(En Euros)	Exercice 2021 31/12/2021	Exercice 2020 31/12/2020
Produits financiers :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 418	14 022
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		2 503 439
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements		
Total 3	1 418	2 517 461
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	294 871	352 260
Mali de fusion		2 824 591
Différences négatives de change		
Total 4	294 871	3 176 851
RESULTAT FINANCIER : B = (3 - 4)	(293 453)	(659 390)
RESULTAT COURANT C = A + B	1 083 981	4 263 322
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	28 327	4 712
Sur opérations en capital		2 569 753
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Total 5	28 327	2 574 466
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	287 375	1 233 802
Sur opérations en capital	2 007	130 706
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		9 666
Total 6	289 382	1 374 174
RESULTAT EXCEPTIONNEL : D = (5 - 6)	(261 055)	1 200 292
PARTICIPATION DES SALARIES		323 035
IMPOTS SUR LES BENEFICES		844 774
RESULTAT DE L'EXERCICE	822 926	4 295 804

PASTACORP S.A.S.

EXERCICE 31 DECEMBRE 2021

COMPTES ANNUELS

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping letters that appear to be 'JSM'.

Certifiée conforme

ANNEXE AU BILAN AVANT REPARTITION AU 31 DECEMBRE 2021



- Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
- L'annexe aux comptes annuels comporte les quatre parties suivantes :

- 1) Informations générales
- 2) Principes, règles et méthodes comptables
- 3) Informations relatives au bilan et au compte de résultat
- 4) Autres informations



1 - INFORMATIONS GENERALES

- L'exercice, dont les comptes sont ci-dessus présentés, a une durée de 12 mois.
- Faits pertinents

- ✓ Epidémie de Covid-19

L'ANC estime que l'évènement COVID-19 constitue indéniablement un « fait pertinent » dont l'incidence doit être mise en évidence (Rec.ANC 18.05.2020, mise à jour 08.01.2021). Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner en annexe, l'entreprise constate que malgré la persistance de certains effets de la crise sanitaire, cette dernière n'a pas d'impact significatif en raison de son activité dans l'alimentaire.

2 - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, celui-ci correspond au règlement ANC 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- ✓ Continuité de l'exploitation
- ✓ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- ✓ Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Seules sont exprimées les informations significatives.

1. Immobilisations incorporelles

L'essentiel des immobilisations incorporelles, notamment le fonds de commerce et les marques, est comptabilisé depuis la création de la société à la valeur déterminée par le traité d'apport approuvé en date du 31 décembre 2002.

Un test de perte de valeur est réalisé au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les marques et fonds de commerce.

En effet, la juste valeur d'un actif est sa valeur de marché lorsqu'un marché significatif existe. A défaut d'un marché significatif, par exemple du fait de la spécificité des actifs évalués, la juste valeur est représentée par le coût de remplacement de l'actif net de remplacement. Cette valeur technique est validée par comparaison à la valeur d'utilité des actifs en question, c'est-à-dire selon la méthode des flux futurs attendus générés par ces actifs.

Considérant qu'aucun marché significatif incontestable n'existe pour les marques détenues par la société, et ce malgré leur notoriété et leurs progressions de parts de marché, la valeur d'usage a été retenue. Elle est représentée par la méthode des redevances ainsi que la méthode de répartition du « cash flow » en tenant compte des paramètres de taux de redevance, de durée de plan d'affaires et de taux d'actualisation. Quand cette valeur d'usage apparaît inférieure à la valeur comptable, l'entreprise doit passer une provision pour dépréciation.

En 2014, le calcul de valeur d'usage des marques a mis en évidence une valeur d'utilité inférieure à la valeur nette comptable, ce qui a conduit à l'enregistrement d'une dépréciation exceptionnelle technique de 3 428 milliers d'euros.

Les frais engagés pour développer une marque existante sont enregistrés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie réelle qui est comprise entre trois et quinze ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exception des biens issus de l'apport partiel d'actif de 2002. Les amortissements linéaires pour dépréciation inscrits à l'actif du bilan correspondent à la durée d'utilisation réelle de l'actif devenue référence comptable pour la détermination de la durée de l'amortissement.

Les durées de vie les plus fréquemment utilisées sont les suivantes :

• Bâtiments	:	15 ans, 50 ans
• Agencements et installations	:	5 à 20 ans
• Matériels et outillages industriels	:	5 à 20 ans
• Mobilier et matériel de bureau	:	5 à 15 ans
• Matériel informatique	:	3 à 6 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges lors de la réalisation des opérations. En application de l'approche par composants, l'entreprise utilise des durées d'amortissements différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un des composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

3. Immobilisations financières

Les titres de participation sont constitués d'investissements durables permettant d'assurer le contrôle de la société.

Figurent en « autres immobilisations financières », les dépôts de garantie essentiellement liés au factor mais également celui versé pour les locaux loués.

4. Créances

Les créances clients et autres créances sont valorisées à leur valeur nominale,

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Le risque d'impayés est apprécié individuellement.

Le fait générateur des créances est la livraison de biens.

5. Stocks et en-cours

Les matières premières et autres approvisionnements sont évalués suivant la méthode « prix moyen pondéré » (PMP).

Les stocks sont évalués à leur prix de revient, constitué du coût de production. Les coûts unitaires de production tiennent compte des charges directes et indirectes et sont calculés en fonction de l'activité annuelle normale.

Lorsque la valeur actuelle à la clôture (valeur vénale pour les produits finis et marchandises) est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence.

6. Provison pour engagements de retraites

La recommandation CNC n°2003-R01 est appliquée pour la comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraite.

A la clôture de l'exercice 2005, nous avons été amenés à modifier les hypothèses de calcul ce qui constitue un changement d'estimation d'une même méthode comptable. Les écarts en résultant constituent un élément du résultat d'exploitation. En conformité avec la recommandation du CNC, nous avons appliqué la méthode dite du « corridor » qui consiste à étaler sur la durée restante à courir des engagements, toute variation actuarielle de plus ou moins 10%.

La provision pour indemnités de fin de carrière est calculée selon les hypothèses suivantes :

- pour l'ensemble du personnel présent au 31/12/2021
- en tenant compte des droits acquis au 31/12/2021
- en tenant compte d'un « turn-over » de 10% jusqu'à 50 ans et de 0% à partir de 51 ans.
- en tenant compte d'une évolution moyenne des salaires de 1 % par an pour les cadres et non-cadres jusqu'à la date effective de prise de retraite fixée à 67 ans (65 ans en 2020)
- le taux d'actualisation financière retenu est de 0,98% (0,45% en 2020)
- la table de mortalité TV17/19

L'engagement au 31 décembre 2021 s'élève à 306 milliers d'euros.

L'évolution de l'engagement et la variation des écarts actuariels ont donné lieu à une reprise de provision nette de 101 milliers d'euros.

7. Changement de méthode comptable

L'entreprise n'a procédé à aucun changement de méthode par rapport à l'exercice précédent.

8. Dérogations aux prescriptions comptables

Néant

9. Evènement postérieur à la clôture

La très forte progression du prix du blé dur suite aux problèmes de la dernière récolte mondiale et celle du coût de l'énergie suite au conflit Russo-Ukrainien, ont conduit la Direction de la société à négocier plusieurs vagues d'augmentation de tarifs auprès de ses clients. Ces augmentations ont été appliquées à partir de novembre 2021 et permettront de préserver les marges de la société. Par ailleurs, la société disposera ainsi d'un niveau de trésorerie suffisant pour faire face à ses besoins opérationnels ainsi qu'honorer le paiement de l'échéance bancaire d'août 2022. Dans ce contexte, les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation.

3 - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. Immobilisations incorporelles

Elles correspondent principalement aux marques de fabrique qui font l'objet d'une protection juridique, et ne sont donc pas amorties.

2. Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé

Tableau des immobilisations (en milliers d'euros)

Situation et mouvements				
Nature des immobilisations	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	8 065	78		8 143
Immobilisations corporelles	54 861	1 466	114	56 213
Immobilisations financières	3 484	525	10	3 999
TOTAL	66 410	2 069	124	68 356

Tableau des filiales et participations

Pastacorp SAS établit des comptes consolidés pour le Groupe dont elle est la mère en intégrant ces deux filiales.

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	QP capital détenue en %	Valeur brute comptable titres détenus	Valeur nette comptable titres détenus	Chiffre d'affaires 2021	Résultat net 2021
PASTACORP TRAITEUR SASU SIREN 829 809 482 Siège social : Boulogne-Billancourt	1 000	100%	2 740	2 740	33 687	
SCI PASTACORP TRAITEUR SIREN 832 673 776 Siège social : Boulogne-Billancourt	0,1	99%	0,1	0,1	196	170
			2 740,1	2 740,1		

La société Pastacorp établit des comptes consolidés pour le Groupe dont elle est la mère en incluant ces deux filiales.

Tableau des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Situation et mouvements				
Nature des immobilisations	Montant des amortissements et dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif, et reprises	Montant des amortissements et dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	4 000	43		4 043
Immobilisations corporelles	30 527	2 455	113	32 870
Immobilisations financières	-	-		-
TOTAL	34 527	2 498	113	36 913

Les amortissements sont enregistrés dans la ligne du compte de résultat intitulée « Sur immobilisations : dotations aux amortissements ».

Une dépréciation exceptionnelle technique des marques, constatée en 2014, s'élève à 3 428 milliers d'euros.

3. Stocks

La composition des stocks se détaille ainsi (en milliers d'euros) :

Nature des stocks	Valeur au début de l'exercice	Valeur à la clôture de l'exercice
Matières et autres approvisionnements	2 723	2 476
Semi-finis	642	676
Produits finis	4 405	3 159
Marchandises	58	157
Dépréciations MP	(34)	(45)
Dépréciation produits finis	(2)	-
TOTAL	7 792	6 424

Les stocks sont nantis en faveur des banques pour 5 400 milliers d'euros.

4. Echancier des créances

Nature des créances (en milliers d'euros)	Montant brut total	à un an au plus	à plus d'1 an et moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Clients	18 416	18 416	-	-
Personnel et comptes rattachés	31	31	-	-
Organismes sociaux			-	-
Etat et autres collectivités publiques	1 803	1 803	-	-
Comptes courants groupe	72	72	-	-
Autres débiteurs	146	146	-	-
TOTAL	20 468	20 468	-	-

Les conditions générales de vente de PASTACORP contiennent une clause de réserve de propriété.

Les créances constituées par des effets de commerce représentent un montant de 68 milliers d'euros

Les créances clients sont dépréciées au cas par cas en fonction du risque identifié.

Dans le cadre d'un contrat d'affacturage, les créances clients sont cédées au factor. Le montant des créances cédées s'élève à 17 052 milliers d'euros

5. Charges constatées d'avance

Elles se composent de 395 milliers d'euros de charges d'exploitation et 0.2 milliers d'euros de charges financières.

6. Charges à répartir

Les charges à répartir sont constituées de frais bancaires liés à la souscription d'emprunts. Ces frais sont amortis linéairement sur la durée des emprunts. La dotation aux amortissements des charges à répartir s'élève à 23 milliers d'euros.

7. Capital Social – Distribution de dividendes (en milliers d'euros)

Le capital social est composé de 3 801 661 actions ordinaires entièrement libérées de valeur nominale 3 €.

Les variations des capitaux propres se détaillent de la façon suivante :

	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat 2020	Résultat 2021	Montant en fin d'exercice
Capital social	11 405			11 405
Réserves	120	49		169
Report à nouveau	(3 318)	4 247		929
Résultat	4 296	(4 296)	823	823
Capitaux propres	12 503	-	823	13 326

Au titre des résultats de l'exercice 2020 aucun dividende n'a été distribué.

8. Etat des dépréciations et provisions (en milliers d'euros)

	Dépréciations sur actifs	Provisions pour risques	Provisions pour charges	Total
Montant au début de l'exercice	3 565	1	408	3 974
Augmentations	10			10
Diminutions	3	ns	102	105
Montant à la fin de l'exercice	3 572	1	306	3 879

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation, vis-à-vis d'un tiers, entraînant pour la société un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable.

9. Avances conditionnées

Dans le cadre de la participation au projet PIAVE Défi Blé Dur, BPI France a effectué deux versements d'une aide sous la forme d'avance récupérable d'un montant de 165 milliers d'euros. Cette avance devra être remboursée à BPI Financement, sauf échec commercial, entre 2024 et 2027.

10. Echancier des dettes

Nature des dettes (en milliers d'euros)	Montant brut total	à un an au plus	à plus d'1 an et moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 402	11 402		-
Emprunts et dettes financières divers	-	-		-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 343	10 199	96	48
Dettes fiscales et sociales	2 483	2 483	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	477	477	-	-
Autres dettes	20 192	20 192	-	-
TOTAL	44 897	44 753	96	48

Les emprunts souscrits par la société sont soumis à des engagements spécifiques en matière de respect des ratios financiers. A la clôture 2021, les ratios n'étant pas respectés et la renégociation de la dette moyen terme n'étant pas finalisée, la totalité de cette dette (4 900 milliers d'euros) a été reclassée en court terme.

Lorsque cet accord sera signé, la dette moyen terme se serait présentée ainsi au 31 décembre 2021 :

Nature des dettes (en milliers d'euros)	Montant brut total	à un an au plus	à plus d'1 an et moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 900	2 800	2 100	-
TOTAL	4 900	2 800	2 100	-

Le montant des autres dettes comprend le solde du compte de financement vis à vis du factor pour 16 448 milliers d'euros

11. Effectifs moyens par catégorie

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise	Total
Ingénieurs et Cadres	37,9		37,9
Agents de Maîtrise et Techniciens	75,7	0,1	75,8
Employés	-	-	-
Ouvriers	84,4	18,1	102,5
TOTAL	198	18,1	216,2

12. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Elles correspondent en totalité à des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles.

13. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se répartit de la façon suivante :

• France	=	68 442
• Etranger	=	8 570
		<u>77 012</u>

77 012 milliers d'euros

14. Reprises sur dépréciations, provisions et amortissements. Transferts de charges d'exploitation

Cette rubrique d'un montant global de 489 milliers d'euros correspond principalement à :

- des reprises de dépréciations et provisions d'exploitation pour 139 milliers d'euros ;
- des transferts de charges d'un montant de 350 milliers d'euros, essentiellement constituées de charges supportées pour le compte de tiers

15. Dotations aux provisions et dépréciations d'exploitation

Figurent sous cette rubrique les dépréciations sur stocks 45 milliers d'euros.

16. Résultat financier

Il s'analyse ainsi (en milliers d'euros) :

Intérêts et charges assimilées nettes	(293)
	<u>(293)</u>

17. **Résultat exceptionnel**

Il s'analyse ainsi (en milliers d'euros) :

Restructurations	(166)
Incidents silos	(52)
Autres	(43)
	<hr/>
	(261)

4- AUTRES INFORMATIONS

1. **Produits à recevoir (en milliers d'euros)**

Nature des créances	Montant des produits à recevoir
• Clients	358
• Autres créances	97
TOTAL	455

2. **Charges à payer (en milliers d'euros)**

Nature des dettes	Montant des charges à payer
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	155
• Emprunts et dettes financières divers	-
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 874
• Dettes fiscales et sociales	1 541
• Dettes sur immobilisations	55
• Autres dettes	4 268
TOTAL	10 893

3. Impôts

3.1. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt (en milliers d'euros)

Nature des différences temporaires	Montant des différences temporaires	Allègement de la dette future
Contribution sociale solidarité	(95)	24
Provision sur écart de conversion actif	(0.7)	0.2
Ecart de conversion actifs et passifs	(0.4)	0.1

3.2. Répartition du montant global de l'impôt (en milliers d'euros)

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 est de 26,5%.

	Résultat	Impôt
Résultat courant		-
Résultat exceptionnel		-
Participation		-
	Sous-total	-
	Contribution sociale 3,3% (15>763000)	-
	Impôt total	-

4. Engagements hors bilan (en milliers d'euros)

4.1 Engagements de garantie

Nantissements

Le nantissement des stocks s'élève à 5 400 milliers d'euros.

Sureté réelle immobilière

Un ensemble immobilier est affecté en garantie des emprunts bancaires et hypothéqué pour un montant de 16 100 milliers d'euros.

Caution

Une garantie à première demande de 182,5 milliers d'euros est donnée en faveur d'un tiers. Elle est à échéance 23.09.2023.

4.2. Engagements réciproques

Engagements d'achats

Les engagements d'achats de blé (contrats de gré à gré) s'élèvent à 27 893 milliers d'euros ;

Crédit-bail :

Du matériel informatique est financé en crédit-bail :

Immobilisations en crédit-bail				
Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotation aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	156	9	9	146
TOTAL	156	9	9	146

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	Jusqu'à 1 an	+1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total à payer	
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, matériel et outillage							
Autres immobilisations corporelles	8	8	34	126		160	n/s
TOTAL	8	8	34	126	-	160	n/s

Locations d'équipements

	Paiements dus par période			Total à payer
	Jusqu'à 1 an	+1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Locations équipements informatiques	138	235		373

5. Consolidation

Depuis l'exercice 2018, Pastacorp SAS 73-77 Rue de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt établit des états financiers consolidés pour le Groupe Pastacorp, dont elle est la mère, en incluant ses deux filiales.

6. Honoraires des commissaires aux comptes (en milliers d'euros)

La société a ainsi deux commissaires aux comptes. Le montant total des honoraires s'élève à 59 milliers d'euros et se décompose ainsi :

	DELOITTE et ASSOCIES	G.MAILLARD
Honoraires afférents à la certification des comptes	35	24

PASTACORP

Société par actions simplifiée au capital de 11.404.983 euros
Siège social : 73-77 rue de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt
423 068 303 RCS Nanterre

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA CONSULTATION ECRITE DE LA
COLLECTIVITE DES ASSOCIES DE LA SOCIETE EN DATE DU 30 JUIN 2022**

L'an deux-mille vingt-deux,

le 30 juin ,

La société Skalli Associés, société de droit belge, ayant son siège social au 1190 133, avenue Molière à Bruxelles, Belgique, prise en la personne de son représentant légal Monsieur Bernard Skalli, agissant en qualité de président (ci-après le « **Président** ») de la société **Pastacorp**, société par actions simplifiée au capital de 11.404.983 euros, ayant son siège social au 73-77 rue de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 423 068 303 (ci-après la « **Société** »), a établi le présent procès-verbal constatant le résultat de la consultation écrite effectuée par courrier électronique adressé le 26 juin 2022 à chaque associé de la Société et portant sur l'ordre du jour suivant :

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes arrêtés le 31 décembre 2021)

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion concernant l'exercice 2021 et du rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice, approuve les comptes dudit exercice tels qu'ils sont présentés comprenant le compte de résultat, le bilan et l'annexe faisant ressortir un résultat net de +822 925,67 euros ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, ils donnent quitus entier et sans réserve au Président pour l'exécution de son mandat pour l'exercice 2021.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité des voix attachées aux actions émises par la Société. En conséquence la résolution est adoptée.

TROISIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021)

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président, approuve la proposition et décide d'affecter le résultat net au bilan qui s'élève à + 822 925,67 euros comme suit :

Soit +822 925,67 €

- Dotation de la réserve légale 5% dans la limite de 10% du capital social 41 146,28 €
- Le solde en report à nouveau 781 779,39 €

Il est décidé de ne distribuer aucun dividende au titre de l'exercice 2021.

Il est précisé qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au cours des exercices précédents.

**Cette résolution a été adoptée à l'unanimité des voix attachées aux actions émises par la Société.
En conséquence la résolution est adoptée.**

CINQUIEME RESOLUTION
(Pouvoirs en vue des formalités)

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

**Cette résolution a été adoptée à l'unanimité des voix attachées aux actions émises par la Société.
En conséquence la résolution est adoptée.**

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président.

Extrait certifié conforme à l'original
Fait à Boulogne-Billancourt le 26 juillet 2022



Le Président
SKALLI ASSOCIES
Représentée par Monsieur Bernard Skalli

PASTACORP

Société par actions simplifiée

73-77 rue de Sèvres

92100 Boulogne-Billancourt

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Guillaume MAILLARD
18 boulevard Montmartre
75009 Paris

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

PASTACORP

Société par actions simplifiée

73-77 rue de Sèvres

92100 Boulogne-Billancourt

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés de la société PASTACORP

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PASTACORP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les immobilisations incorporelles, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 4.100.195 euros, ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans la note 1 de l'annexe des comptes annuels. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées, et nous avons vérifié que la note 1 de l'annexe des comptes annuels donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 24 juin 2022

Les commissaires aux comptes

Guillaume MAILLARD

Deloitte & Associés

 Guillaume MAILLARD



Xavier LEFEVRE

BILAN AU 31 DECEMBRE

ACTIF (En Euros)	Exercice 2021 31/12/2021			Exercice 2020 31/12/2020
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets et droits similaires	7 974 702	4 042 745	3 931 957	3 896 324
Fonds commercial	168 238		168 238	168 238
Autres immobilisations			0	0
Immobilisations corporelles :				
Terrains	592 264		592 264	592 264
Constructions	4 787 830	3 853 270	934 560	978 835
Installations techniques, matériel & outillage industriels	48 880 718	28 419 390	20 461 327	21 876 374
Autres immobilisations	805 950	597 171	208 780	221 947
Immobilisations en cours	1 146 681		1 146 681	665 229
Avances et acomptes			0	0
Immobilisations financières (1) :				
Participations	2 740 099		2 740 099	2 740 099
Autres immobilisations financières	1 259 705		1 259 705	744 336
ACTIF IMMOBILISE	68 356 187	36 912 576	31 443 611	31 883 646
Stocks et en cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	2 476 289	44 673	2 431 615	2 688 566
En cours de production de biens	675 799		675 799	642 293
Produits intermédiaires et finis	3 159 169		3 159 169	4 402 306
Marchandises	156 969		156 969	58 455
Avances et acomptes versés sur commandes			0	0
Créances (2) :				
Clients et comptes rattachés	18 415 694	99 656	18 316 038	13 938 523
Autres créances	2 052 079		2 052 079	1 770 789
Disponibilités	52 196		52 196	19 748
ACTIF CIRCULANT	26 988 195	144 329	26 843 866	23 520 681
Charges constatées d'avance	395 229		395 229	254 252
Frais d'emprunt à étaler	13 330		13 330	35 962
Ecarts de conversion actif	690		690	747
TOTAL ACTIF	95 753 631	37 056 905	58 696 726	55 695 288
(1) Dont à moins d'un an			1 200 440	675 231
(2) Dont à plus d'un an				

2021 (avant répartition)

	Exercice 2021 31/12/2021	Exercice 2020 31/12/2020
PASSIF		
(En Euros)		
Capitaux propres :		
Capital	11 404 983	11 404 983
Réserve légale	169 805	120 927
Autres réserves		
Report à nouveau	928 683	(3 318 243)
Résultat de l'exercice	822 926	4 295 804
	13 326 397	12 503 471
Provisions pour risques et charges :		
Provisions pour risques	690	747
Provisions pour charges	306 432	407 887
	307 122	408 633
Avances conditionnées :	164 787	164 787
Dettes : (1)		
Emprunts auprès des établissements de crédit (2)	11 401 897	14 678 407
Emprunts et dettes financières divers (2)		727 778
Avances et acomptes sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 343 006	8 276 132
Dettes fiscales et sociales	2 482 883	3 866 575
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	477 189	362 414
Autres dettes	20 192 353	14 705 534
	44 897 328	42 616 840
Produits constatés d'avance		
Ecart de conversion passif	1 092	1 556
TOTAL PASSIF	58 696 726	55 695 288
(1) Dont à plus d'un an	2 244 000	5 068 000
Dont à moins d'un an	42 653 328	37 548 840
(2) Dont concours bancaires courants et soldes crédoeurs de banques et CCP	6 476 219	6 932 426

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

(En Euros)	Exercice 2021 31/12/2021	Exercice 2020 31/12/2020
Produits d'exploitation (1) :		
Vente de marchandises	557 625	404 928
Production vendue (biens et services)	76 454 272	74 416 276
Montant du chiffre d'affaires	77 011 896	74 821 204
Production stockée	(1 212 321)	1 009 270
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	65 079	7 449
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges	489 120	253 376
Autres produits de gestion courante	06:28	75 824
Total 1	76 410 484	76 167 123
Charges d'exploitation (2) :		
Achats de marchandises	345 154	274 946
Variation stocks marchandises	(98 514)	(44 749)
Achats matières premières et autres approvisionnements	37 560 129	35 706 945
Variation stocks matières premières et autres approvisionnements	246 443	(1 036 393)
Autres achats et charges externes	22 457 498	21 495 261
Impôts, taxes et versements assimilés	805 387	1 333 394
Salaires et traitements	7 958 253	7 912 648
Charges sociales	3 142 436	3 174 170
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :		
. Sur immobilisations : dotations aux amortissements	2 520 936	2 232 181
. Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
. Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	44 673	51 948
. Pour risques et charges : dotations aux provisions	690	747
Autres charges	49 965	143 313
Total 2	75 033 050	71 244 411
RESULTAT D'EXPLOITATION : A = (1-2)	1 377 434	4 922 712
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (suite)

	Exercice 2021 31/12/2021	Exercice 2020 31/12/2020
(En Euros)		
Produits financiers :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 418	14 022
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		2 503 439
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements		
Total 3	1 418	2 517 461
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	294 871	352 260
Mali de fusion		2 824 591
Différences négatives de change		
Total 4	294 871	3 176 851
RESULTAT FINANCIER : B = (3 - 4)	(293 453)	(659 390)
RESULTAT COURANT : C = A + B	1 083 981	4 263 322
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	28 327	4 712
Sur opérations en capital		2 569 753
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Total 5	28 327	2 574 466
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	287 375	1 233 802
Sur opérations en capital	2 007	130 706
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		9 666
Total 6	289 382	1 374 174
RESULTAT EXCEPTIONNEL : D = (5 - 6)	(261 055)	1 200 292
PARTICIPATION DES SALARIES		323 035
IMPOTS SUR LES BENEFICES		844 774
RESULTAT DE L'EXERCICE	822 926	4 295 804

PASTACORP S.A.S.

EXERCICE 31 DECEMBRE 2021

COMPTES ANNUELS

ANNEXE AU BILAN AVANT REPARTITION AU 31 DECEMBRE 2021

*
* *

- Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
- L'annexe aux comptes annuels comporte les quatre parties suivantes :

- 1) **Informations générales**
- 2) **Principes, règles et méthodes comptables**
- 3) **Informations relatives au bilan et au compte de résultat**
- 4) **Autres informations**

*
* *

1 – INFORMATIONS GENERALES

- L'exercice, dont les comptes sont ci-dessus présentés, a une durée de 12 mois.

- Faits pertinents

- ✓ Epidémie de Covid-19

L'ANC estime que l'évènement COVID-19 constitue indéniablement un « fait pertinent » dont l'incidence doit être mise en évidence (Rec.ANC 18.05.2020, mise à jour 08.01.2021). Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner en annexe, l'entreprise constate que malgré la persistance de certains effets de la crise sanitaire, cette dernière n'a pas d'impact significatif en raison de son activité dans l'alimentaire.

2 - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, celui-ci correspond au règlement ANC 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- ✓ Continuité de l'exploitation
- ✓ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- ✓ Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Seules sont exprimées les informations significatives.

1. Immobilisations incorporelles

L'essentiel des immobilisations incorporelles, notamment le fonds de commerce et les marques, est comptabilisé depuis la création de la société à la valeur déterminée par le traité d'apport approuvé en date du 31 décembre 2002.

Un test de perte de valeur est réalisé au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les marques et fonds de commerce.

En effet, la juste valeur d'un actif est sa valeur de marché lorsqu'un marché significatif existe. A défaut d'un marché significatif, par exemple du fait de la spécificité des actifs évalués, la juste valeur est représentée par le coût de remplacement de l'actif net de remplacement. Cette valeur technique est validée par comparaison à la valeur d'utilité des actifs en question, c'est-à-dire selon la méthode des flux futurs attendus générés par ces actifs.

Considérant qu'aucun marché significatif incontestable n'existe pour les marques détenues par la société, et ce malgré leur notoriété et leurs progressions de parts de marché, la valeur d'usage a été retenue. Elle est représentée par la méthode des redevances ainsi que la méthode de répartition du « cash flow » en tenant compte des paramètres de taux de redevance, de durée de plan d'affaires et de taux d'actualisation.

Quand cette valeur d'usage apparaît inférieure à la valeur comptable, l'entreprise doit passer une provision pour dépréciation.

En 2014, le calcul de valeur d'usage des marques a mis en évidence une valeur d'utilité inférieure à la valeur nette comptable, ce qui a conduit à l'enregistrement d'une dépréciation exceptionnelle technique de 3 428 milliers d'euros.

Les frais engagés pour développer une marque existante sont enregistrés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie réelle qui est comprise entre trois et quinze ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exception des biens issus de l'apport partiel d'actif de 2002. Les amortissements linéaires pour dépréciation inscrits à l'actif du bilan correspondent à la durée d'utilisation réelle de l'actif devenue référence comptable pour la détermination de la durée de l'amortissement.

Les durées de vie les plus fréquemment utilisées sont les suivantes :

• Bâtiments	:	15 ans, 50 ans
• Agencements et installations	:	5 à 20 ans
• Matériels et outillages industriels	:	5 à 20 ans
• Mobilier et matériel de bureau	:	5 à 15 ans
• Matériel informatique	:	3 à 6 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges lors de la réalisation des opérations. En application de l'approche par composants, l'entreprise utilise des durées d'amortissements différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un des composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

3. Immobilisations financières

Les titres de participation sont constitués d'investissements durables permettant d'assurer le contrôle de la société.

Figurent en « autres immobilisations financières », les dépôts de garantie essentiellement liés au factor mais également celui versé pour les locaux loués.

4. Créances

Les créances clients et autres créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Le risque d'impayés est apprécié individuellement.

Le fait générateur des créances est la livraison de biens.

5. Stocks et en-cours

Les matières premières et autres approvisionnements sont évalués suivant la méthode « prix moyen pondéré» (PMP).

Les stocks sont évalués à leur prix de revient, constitué du coût de production. Les coûts unitaires de production tiennent compte des charges directes et indirectes et sont calculés en fonction de l'activité annuelle normale.

Lorsque la valeur actuelle à la clôture (valeur vénale pour les produits finis et marchandises) est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence.

6. Provision pour engagements de retraites

La recommandation CNC n°2003-R01 est appliquée pour la comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraite.

A la clôture de l'exercice 2005, nous avons été amenés à modifier les hypothèses de calcul ce qui constitue un changement d'estimation d'une même méthode comptable. Les écarts en résultant constituent un élément du résultat d'exploitation. En conformité avec la recommandation du CNC, nous avons appliqué la méthode dite du « corridor » qui consiste à étaler sur la durée restante à courir des engagements, toute variation actuarielle de plus ou moins 10%.

La provision pour indemnités de fin de carrière est calculée selon les hypothèses suivantes :

- pour l'ensemble du personnel présent au 31/12/2021
- en tenant compte des droits acquis au 31/12/2021
- en tenant compte d'un « turn-over » de 10% jusqu'à 50 ans et de 0% à partir de 51 ans.
- en tenant compte d'une évolution moyenne des salaires de 1 % par an pour les cadres et non-cadres jusqu'à la date effective de prise de retraite fixée à 67 ans (65 ans en 2020)
- le taux d'actualisation financière retenu est de 0,98% (0,45% en 2020)
- la table de mortalité TV17/19

L'engagement au 31 décembre 2021 s'élève à 306 milliers d'euros.

L'évolution de l'engagement et la variation des écarts actuariels ont donné lieu à une reprise de provision nette de 101 milliers d'euros.

7. Changement de méthode comptable

L'entreprise n'a procédé à aucun changement de méthode par rapport à l'exercice précédent.

8. Dérogations aux prescriptions comptables

Néant

9. Evènement postérieur à la clôture

La très forte progression du prix du blé dur suite aux problèmes de la dernière récolte mondiale et celle du coût de l'énergie suite au conflit Russo-Ukrainien, ont conduit la Direction de la société à négocier plusieurs vagues d'augmentation de tarifs auprès de ses clients. Ces augmentations ont été appliquées à partir de novembre 2021 et permettront de préserver les marges de la société. Par ailleurs, la société disposera ainsi d'un niveau de trésorerie suffisant pour faire face à ses besoins opérationnels ainsi qu'honorer le paiement de l'échéance bancaire d'août 2022. Dans ce contexte, les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation.

3 - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. Immobilisations incorporelles

Elles correspondent principalement aux marques de fabrique qui font l'objet d'une protection juridique, et ne sont donc pas amorties.

2. Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé

Tableau des immobilisations (en milliers d'euros)

Situation et mouvements				
Nature des immobilisations	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	8 065	78		8 143
Immobilisations corporelles	54 861	1 466	114	56 213
Immobilisations financières	3 484	525	10	3 999
TOTAL	66 410	2 069	124	68 356

Tableau des filiales et participations

Pastacorp SAS établit des comptes consolidés pour le Groupe dont elle est la mère en intégrant ces deux filiales.

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	QP capital détenue en %	Valeur brute comptable titres détenus	Valeur nette comptable titres détenus	Chiffre d'affaires 2021	Résultat net 2021
PASTACORP TRAITEUR SASU SIREN 829 809 482 Siège social : Boulogne-Billancourt	1 000	100%	2 740	2 740	33 687	
SCI PASTACORP TRAITEUR SIREN 832 673 776 Siège social : Boulogne-Billancourt	0,1	99%	0,1	0,1	196	170
			2 740,1	2 740,1		

La société Pastacorp établit des comptes consolidés pour le Groupe dont elle est la mère en incluant ces deux filiales.

Tableau des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Situation et mouvements				
Nature des immobilisations	Montant des amortissements et dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif, et reprises	Montant des amortissements et dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	4 000	43		4 043
Immobilisations corporelles	30 527	2 455	113	32 870
Immobilisations financières	-	-		-
TOTAL	34 527	2 498	113	36 913

Les amortissements sont enregistrés dans la ligne du compte de résultat intitulée « Sur immobilisations : dotations aux amortissements ».

Une dépréciation exceptionnelle technique des marques, constatée en 2014, s'élève à 3 428 milliers d'euros.

3. Stocks

La composition des stocks se détaille ainsi (en milliers d'euros) :

Nature des stocks	Valeur au début de l'exercice	Valeur à la clôture de l'exercice
Matières et autres approvisionnements	2 723	2 476
Semi-finis	642	676
Produits finis	4 405	3 159
Marchandises	58	157
Dépréciations MP	(34)	(45)
Dépréciation produits finis	(2)	-
TOTAL	7 792	6 424

Les stocks sont nantis en faveur des banques pour 5 400 milliers d'euros.

4. Echancier des créances

Nature des créances (en milliers d'euros)	Montant brut total	à un an au plus	à plus d'1 an et moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Clients	18 416	18 416	-	-
Personnel et comptes rattachés	31	31	-	-
Organismes sociaux			-	-
Etat et autres collectivités publiques	1 803	1 803	-	-
Comptes courants groupe	72	72	-	-
Autres débiteurs	146	146	-	-
TOTAL	20 468	20 468	-	-

Les conditions générales de vente de PASTACORP contiennent une clause de réserve de propriété.

Les créances constituées par des effets de commerce représentent un montant de 68 milliers d'euros

Les créances clients sont dépréciées au cas par cas en fonction du risque identifié.

Dans le cadre d'un contrat d'affacturage, les créances clients sont cédées au factor. Le montant des créances cédées s'élève à 17 052 milliers d'euros

5. Charges constatées d'avance

Elles se composent de 395 milliers d'euros de charges d'exploitation et 0.2 milliers d'euros de charges financières.

6. Charges à répartir

Les charges à répartir sont constituées de frais bancaires liés à la souscription d'emprunts. Ces frais sont amortis linéairement sur la durée des emprunts. La dotation aux amortissements des charges à répartir s'élève à 23 milliers d'euros.

7. Capital Social – Distribution de dividendes (en milliers d'euros)

Le capital social est composé de 3 801 661 actions ordinaires entièrement libérées de valeur nominale 3 €.

Les variations des capitaux propres se détaillent de la façon suivante :

	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat 2020	Résultat 2021	Montant en fin d'exercice
Capital social	11 405			11 405
Réserves	120	49		169
Report à nouveau	(3 318)	4 247		929
Résultat	4 296	(4 296)	823	823
Capitaux propres	12 503	-	823	13 326

Au titre des résultats de l'exercice 2020 aucun dividende n'a été distribué.

8. Etat des dépréciations et provisions (en milliers d'euros)

	Dépréciations sur actifs	Provisions pour risques	Provisions pour charges	Total
Montant au début de l'exercice	3 565	1	408	3 974
Augmentations	10			10
Diminutions	3	ns	102	105
Montant à la fin de l'exercice	3 572	1	306	3 879

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation, vis-à-vis d'un tiers, entraînant pour la société un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable.

9. Avances conditionnées

Dans le cadre de la participation au projet PIAVE Défi Blé Dur, BPI France a effectué deux versements d'une aide sous la forme d'avance récupérable d'un montant de 165 milliers d'euros. Cette avance devra être remboursée à BPI Financement, sauf échec commercial, entre 2024 et 2027.

10. Echancier des dettes

Nature des dettes (en milliers d'euros)	Montant brut total	à un an au plus	à plus d'1 an et moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 402	11 402		-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 343	10 199	96	48
Dettes fiscales et sociales	2 483	2 483	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	477	477	-	-
Autres dettes	20 192	20 192	-	-
TOTAL	44 897	44 753	96	48

Les emprunts souscrits par la société sont soumis à des engagements spécifiques en matière de respect des ratios financiers. A la clôture 2021, les ratios n'étant pas respectés et la renégociation de la dette moyen terme n'étant pas finalisée, la totalité de cette dette (4 900 milliers d'euros) a été reclassée en court terme.

Lorsque cet accord sera signé, la dette moyen terme se serait présentée ainsi au 31 décembre 2021 :

Nature des dettes (en milliers d'euros)	Montant brut total	à un an au plus	à plus d'1 an et moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 900	2 800	2 100	-
TOTAL	4 900	2 800	2 100	-

Le montant des autres dettes comprend le solde du compte de financement vis à vis du factor pour 16 448 milliers d'euros

11. Effectifs moyens par catégorie

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise	Total
Ingénieurs et Cadres	37.9		37.9
Agents de Maîtrise et Techniciens	75.7	0.1	75.8
Employés	-	-	-
Ouvriers	84.4	18.1	102.5
TOTAL	198	18.1	216.2

12. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Elles correspondent en totalité à des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles.

13. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se répartit de la façon suivante :

• France	=	68 442
• Etranger	=	8 570
		=====
		77 012 milliers d'euros

14. Reprises sur dépréciations, provisions et amortissements. Transferts de charges d'exploitation

Cette rubrique d'un montant global de 489 milliers d'euros correspond principalement à :

- des reprises de dépréciations et provisions d'exploitation pour 139 milliers d'euros ;
- des transferts de charges d'un montant de 350 milliers d'euros, essentiellement constituées de charges supportées pour le compte de tiers

15. Dotations aux provisions et dépréciations d'exploitation

Figurent sous cette rubrique les dépréciations sur stocks 45 milliers d'euros.

16. Résultat financier

Il s'analyse ainsi (en milliers d'euros) :

Intérêts et charges assimilées nettes	(293)

	(293)

17. Résultat exceptionnel

Il s'analyse ainsi (en milliers d'euros) :

Restructurations	(166)
Incidents silos	(52)
Autres	(43)

	(261)

4 - AUTRES INFORMATIONS**1. Produits à recevoir (en milliers d'euros)**

Nature des créances	Montant des produits à recevoir
• Clients	358
• Autres créances	97
TOTAL	455

2. Charges à payer (en milliers d'euros)

Nature des dettes	Montant des charges à payer
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	155
• Emprunts et dettes financières divers	-
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 874
• Dettes fiscales et sociales	1 541
• Dettes sur immobilisations	55
• Autres dettes	4 268
TOTAL	10 893

3. Impôts

3.1. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt (en milliers d'euros)

Nature des différences temporaires	Montant des différences temporaires	Allègement de la dette future
Contribution sociale solidarité	(95)	24
Provision sur écart de conversion actif	(0.7)	0.2
Ecart de conversion actifs et passifs	(0.4)	0.1

3.2. Répartition du montant global de l'impôt (en milliers d'euros)

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 est de 26,5%.

	Résultat	Impôt
Résultat courant		-
Résultat exceptionnel		-
Participation		-
Sous-total		-
Contribution sociale 3,3% (IS>763000)		-
Impôt total		-

4. Engagements hors bilan (en milliers d'euros)

4.1 Engagements de garantie

Nantissements

Le nantissement des stocks s'élève à 5 400 milliers d'euros.

Sureté réelle immobilière

Un ensemble immobilier est affecté en garantie des emprunts bancaires et hypothéqué pour un montant de 16 100 milliers d'euros.

Caution

Une garantie à première demande de 182,5 milliers d'euros est donnée en faveur d'un tiers. Elle est à échéance 23.09.2023.

4.2. Engagements réciproques

Engagements d'achats

Les engagements d'achats de blé (contrats de gré à gré) s'élèvent à 27 893 milliers d'euros ;

Crédit-bail :

Du matériel informatique est financé en crédit-bail :

Immobilisations en crédit-bail				
Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotation aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	156	9	9	146
TOTAL	156	9	9	146

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	Jusqu'à 1 an	+1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total à payer	
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, matériel et outillage							
Autres immobilisations corporelles	8	8	34	126		160	n/s
TOTAL	8	8	34	126	-	160	n/s

Locations d'équipements

	Paiements dus par période			
	Jusqu'à 1 an	+1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total à payer
Locations équipements informatiques	138	235	-	373

5. Consolidation

Depuis l'exercice 2018, Pastacorp SAS 73-77 Rue de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt établit des états financiers consolidés pour le Groupe Pastacorp, dont elle est la mère, en incluant ses deux filiales.

6. Honoraires des commissaires aux comptes (en milliers d'euros)

La société a ainsi deux commissaires aux comptes. Le montant total des honoraires s'élève à 59 milliers d'euros et se décompose ainsi :

	DELOITTE et ASSOCIES	G.MAILLARD
Honoraires afférents à la certification des comptes	35	24

*
* *